

Reprise d'autonomie du Parti Radical de Gauche

16 mars 2019 –Maison de la chimie (Paris)

Discours de clôture de Guillaume LACROIX

Chère amie, Cher ami, chers radicaux de gauche,

Je ne vous cacherai pas mon bonheur de nous voir là ce matin. Si beaucoup, depuis le 6 février dernier, ont fait mine d'en douter, moi jamais. Partout ou presque, beaucoup d'entre vous ont déjà rallumé les lumières du PRG autonome. Vous l'avez fait naturellement, vous l'avez fait spontanément. Je vous en remercie avec sincérité et amitié.

Votre engagement indéfectible, je le connais. Je me souviens comment, face aux éléments, plusieurs dizaines d'entre vous se sont portés candidats aux législatives de 2017 pour permettre à notre parti de conserver toute sa place, son autonomie et son indépendance.

Je me souviens de l'acharnement de chacune et chacun pour porter avec dignité le message du radicalisme de gauche : un idéal républicain, social, laïque, européen ô combien nécessaire dans une époque sans repères. Le radicalisme est cet humanisme social que Michel CREPEAU incarnait avec tant d'authenticité.

Je veux saluer Sylvia PINEL et Jeanine DUBIE qui dans cette époque nous représentent à l'Assemblée. Adresser aussi un clin d'œil amical à Olivier FALORNI, homme libre avec lequel nous faisons compagnonnage depuis si longtemps. Ils sont, chacun à leur manière, notre voix au sein de la représentation populaire. Une voix qui n'a jamais faibli, une voix exigeante, parfois tonitruante pour dire que « progressisme sans progrès n'est que ruine de l'âme républicaine ».

A ces députés courageux et valeureux je veux ajouter Maryse CARRERE, sénatrice sans peur et sans reproche au service des territoires et des valeurs humanistes. Elle sera l'une de nos porte-paroles au Sénat, un Sénat qui n'en finit plus de montrer sa modernité et son utilité dans une démocratie devenue folle de précipitation, de fakes news et d'émotions instantanées relayées par des réseaux sociaux déshumanisés.

Je veux saluer aussi les très nombreux conseillers régionaux, pour l'immense majorité revenus au PRG, les conseillers départementaux, maires, maire-adjoints des métropoles, élus locaux qui sont l'ADN de notre parti : un parti viscéralement enraciné dans la réalité de nos territoires. C'est là qu'aujourd'hui la République appelle.

La République, mes amis, elle est notre lien, elle est notre ciment et celui de notre nation toute entière.

La République, celle de Clémenceau, celle de Gambetta, celle des libertés, des progrès sociaux, de la fermeté laïque, de la citoyenneté n'est pas soluble dans la démocratie libérale aujourd'hui au pouvoir. Ce constat nous réunit aujourd'hui comme hier.

La république c'est notre identité nationale. Une identité unique au monde. Une identité qu'il nous faut imposer dans la mondialisation.

La république c'est un modèle, une promesse que nos concitoyens nous demandent avec force de tenir et d'exporter.

La République c'est la liberté. Les libertés publiques d'abord. Celles qui fondent un pays de femmes et d'hommes émancipés des peurs obscurantistes comme de la pensée unique. Ces libertés publiques forment un équilibre entre droits et devoirs pour gagner le rang de citoyen. Cet équilibre de droits et devoirs doit être clairement réaffirmé dans une société où désormais le statut des premier de cordée serait mieux considéré que celui du citoyen exemplaire.

Ces libertés, ce sont aussi les libertés individuelles. Celles d'une société où chacun prend sa part de responsabilité dans ses choix de vie. Là encore un équilibre entre droit à l'épanouissement personnel et devoir collectif de vivre ensemble. C'est au nom de cette vision que nous défendons la PMA pour toutes les femmes ou le droit de mourir dans la dignité ; Nous le faisons sans relâche là où d'autres reculent tant ils ne voient là que des variables d'ajustement électorales.

La liberté suprême, c'est la laïcité. Ce droit imprescriptible pour chacun de croire et de pratiquer une religion comme de refuser tout dogme et de choisir librement sa philosophie. Nous parlons là de la liberté absolue de conscience de chacun. Nous parlons là de la clé de voute, de l'esprit même de la République.

La laïcité c'est un bouclier, une protection pour les convictions intimes de chacun, une protection que chacun doit en retour à l'unité nationale et à ses semblables.

La Laïcité c'est aussi un bouclier, une protection contre les obscurantismes, les extrémismes qui enrôlent, avilissent et assassinent. C'est une intransigeance envers ceux qui veulent faire de nos sociétés un terrain de domination culturelle, de régression et mainmise morale. La laïcité c'est l'arme que la République doit utiliser d'une main de fer non pas contre une religion mais contre ceux qui arment la religion contre la République.

Cette exigence laïque est notre modernité, notre fierté, notre supplément d'âme dans un monde où guerres et religions se retrouvent à nouveau unies.

Cette exigence laïque c'est le devoir impérieux du Président de la république que de la protéger comme le bien commun de la nation. D'en protéger la lettre. Le projet de réforme de la loi de 1905 n'est pas acceptable.

Il promet l'ouverture d'un débat de plus qui échappera à son créateur, il rouvrira des fractures inutiles, fera prospérer toutes les divagations et toutes les craintes dans un pays déjà morcelé.

Monsieur le Président, les citoyens français sont laïques. Ils pensent, ils croient, ils ne croient pas mais ils sont, par-dessus tout, des citoyens attachés à leur République.

Ce n'est ni devant les évêques de France, ni devant les représentants du culte musulman qu'est votre place en la matière, mais devant, aux avant-postes même, de la République !

Cette République d'égalité.

D'abord celle des femmes et des hommes. Et là encore la laïcité s'impose pour rappeler qu'aucun dogme ne saurait réduire le droit, la place, la reconnaissance des droits des femmes. Aucune règle économique non plus.

L'égalité entre les femmes et les hommes n'est pas un combat symbolique, il est celui de l'humanisme. Victor Hugo disait que l'humanité a un synonyme : l'égalité.

Cette parole merveilleuse nous résume.

Nous ne parlons pas d'homogénéité, nous ne parlons pas de conformité, mais d'égalité. Nous pourrions parler d'équité. De cette idée que la différence est notre force, notre unité. De cette idée que chacun doit pouvoir disposer des mêmes droits, des mêmes chances et qu'il revient ensuite à chacun de se réaliser comme il l'entend.

Les radicaux de gauche réfutent tout modèle de réussite. Chacun doit être libre d'envisager sa vie comme il le souhaite et pas seulement au regard de l'argent. Je ne connais personne qui ne soit rien. J'en connais beaucoup qui n'ont rien. La différence est de taille.

A chacun ses héros. Ici ils sont l'ouvrier, le salarié, l'artisan, le commerçant, le patron de PME mais aussi l'infirmière, l'assistante maternelle, l'enseignant, le pompier, mais aussi la mère célibataire, celles et ceux affaiblis par la maladie, l'âge, le handicap : ils seront toujours plus au centre des enjeux que le génie qui fait fortune en une nuit.

Pour nous le mérite, l'engagement, l'intérêt général auront toujours plus de valeur que le parachute doré. Ce parti n'a rien contre la réussite ou l'argent. Il croit en la création de richesse parce qu'il croit dans la redistribution des richesses. Et dans ce cercle vertueux, personne ne doit être oublié.

La réussite, en République, surviendra quand il n'y aura plus d'oubliés.

Les oubliés, ceux de la galère, ceux de la fonction publique déshabillée, ceux du travail pénible mal rémunéré aujourd'hui nous le rappellent avec force.

Nous vivons côte à côte chaque jour, ils peuplent tous nos territoires, par choix ou chassés par la flambée de l'immobilier. Ils sont nos amis, nos familles.

Ils sont ces Français qui exigent désormais que la promesse Républicaine soit tenue. Ils le font avec ou sans gilets, avec les mots de leur colère. Certains sont intolérables : haine, antisémitisme, racisme, violence ne seront jamais justifiés. Jamais. La colère elle, peut être comprise et doit être apaisée.

Cette colère a un nom, un cri même : Justice ! Justice sociale, justice territoriale, justice fiscale.

Nous devons répondre. Nous devons le faire politiquement loin des canons de la technocratie ou de Bercy. Nous devons le faire avec du sens et non des rustines. Nous devons le faire dans

la discussion ce que n'aura pas été le « coup du débat permanent » orchestré par le Président pour se remettre en selle et surtout en scène.

Jetons les bases des réformes urgentes qui permettront de reconstruire la confiance nationale et d'améliorer ensemble le système.

A justice sociale, répondons échelle des salaires pour ne plus observer comme une fatalité des écarts que rien ne justifie. Ensuite nous devons rassembler pour un nouveau pacte social.

A justice fiscale, répondons retour de l'ISF puis réforme fiscale pour que la valeur travail ne soit plus la principale pourvoyeuse de recettes. Baisser l'impôt peut-être, mieux le répartir assurément. Il nous faut en appeler aussi au patriotisme fiscal. Il est insoutenable de voir nos compatriotes les plus aisés fuir l'impôt. Insoutenable d'entendre qu'aucune justice fiscale ne peut exister sous peine de fuite des capitaux. La France, puise l'Europe entretient encore la concurrence fiscale, doit réfléchir à un impôt pour tous ses nationaux, où qu'ils placent leurs capitaux et où qu'ils vivent.

A justice territoriale, commençons par assurer à chacun, où qu'il soit, les services publics élémentaires. La santé et l'accès aux soins doivent devenir grande cause nationale, la liberté d'installation des médecins être rediscutée, un plan de recrutement dans les hôpitaux, lancé.

A justice territoriale, répondons aussi démocratie locale, collectivités, aménagement du territoire. Répondons proximité plutôt que centralisme et jacobinisme. Répondons qu'il est temps que l'Etat se retire des politiques de compétence locale, qu'il transfère la part de ses recettes correspondant et qu'enfin naisse une République des territoires.

Ce parti croit dans les élus, il croit dans la représentation. Nous ne sommes pas de mode. Tant pis. En votre nom, je continuerai de défendre cette conception de la démocratie qui se repose sur les partis, les syndicats, les corps intermédiaire et l'élection.

Je le ferai parce que j'ai cette conviction que lorsque les citoyens n'auront plus d'élus, de partis et de philosophie politique à soutenir ou combattre alors il ne leur restera plus qu'à se battre entre eux.

Ce point, je crois, est ce qui nous sépare fondamentalement de la démocratie libérale qui au nom de l'individu et donc de la loi du plus fort assèche toujours les contre-pouvoirs garants de l'intérêt général.

L'intérêt général aujourd'hui c'est de réveiller la République sociale dans une démocratie balkanisée.

Depuis deux ans les partis traditionnels se morfondent de leurs errements passés. De ce point de vue au moins, il n'y a plus de clivage gauche droite...

Je ne m'occuperai pas ici de la droite tant chacun aura compris qu'elle est devenue le terrain de jeu favori du Président et de sa majorité. Sans grand détour idéologique à opérer et avec l'aide de Laurent WAUQUIEZ et sa cohorte de réactionnaires, il faut admettre que la partie n'est pas compliquée.

Mais le constat est là. Aujourd'hui chacun observe que la démocratie tend à se figer entre le libéralisme macroniste et le chaos populiste. Ce n'est ni sain, ni tenable.

Cette analyse fut la nôtre très tôt. Elle justifia notre volonté d'essayer de créer un parti de la République indépendant. Un mouvement radical ouvert uni et indépendant. Cette tentative ne s'est pas déroulée à la hauteur de nos ambitions tant les réflexes électoraux l'ont bien vite emporté.

Nous savions que cette tentative était compliquée. Peut-être étions nous idéalistes ou nostalgiques d'un grand parti Républicain Radical et Radical Socialiste capable de s'imposer par lui-même. Nous aurons essayé ! Certains sont restés. Certains n'y étaient pas allés. Chacun est libre. Je leur souhaite bonne route mais leur réaffirme que le PRG sera toujours la maison des radicaux de gauche qui le souhaiteront.

Ce matin nous reprenons notre autonomie. Nous le faisons sans jamais l'avoir vraiment abandonnée. Nous le faisons avec le même attachement à notre liberté, à notre indépendance. Nous le faisons avec cette conviction profonde qu'il faut refonder le centre-gauche, rassembler les forces sociales, humanistes et écologistes pour offrir à **la France une alternative crédible.**

Dans cet esprit nous lançons ce matin un appel pour « La république des jours heureux ». Il se veut le ferment d'une fédération à bâtir. Une nouvelle maison commune dont nous acceptons d'être les premiers constructeurs. J'entends, partout, des appels au rassemblement lorsqu'il s'agit d'élections. Je l'entends moins lorsqu'il s'agit de bâtir un nouvel espace politique au service de notre démocratie et des citoyens.

Les radicaux de gauche prennent leurs responsabilités et prendront leur bâton de pèlerin, laïque, pour discuter avec chacun de cette initiative. Il faudra un homme pour fédérer. J'entends çà et là qu'un profil, celui d'un ancien premier ministre, resté en France, proche de nous au point d'avoir été des nôtres, se dessine.... Je lui dis chiche ?!

Mais pour l'heure chers amis, je crains que notre appel ne nous demande beaucoup de travail avant d'aboutir. Deux urgences me semblent passer avant. L'une vitale. L'autre cruciale.

L'urgence vitale c'est la sauvegarde de notre planète, de nos réserves naturelles, de ce patrimoine de l'humanité que nous avons reçu en partage. Partout la jeunesse se lève pour nous signifier que c'est son héritage naturel et vital que nous amenuisons et détruisons peu à peu. Ils nous appellent au devoir d'humanisme écologique.

Ce devoir d'humanisme écologique, nous devons en prendre toute notre part. Il doit marquer l'acte 2 de la mondialisation après l'acte 1 du tout libéralisme. Il doit être, il peut être l'avènement d'une conscience mondiale, d'une humanité enfin rassemblée, à égalité, pour ce qu'elle a de plus cher, de plus essentiel.

Ce devoir d'humanisme écologique prend bien mauvaise tournure lorsqu'il est travesti en mesures fiscales ou réglementaires sans nuances alors qu'il s'agit de bâtir une nouvelle ère de civilisation.

Ce devoir d'humanisme écologique, c'est un appel à l'exemplarité des pouvoirs publics d'abord. Un appel à l'effort juste, partagé d'abord par les pollueurs qui s'enrichissent sans conscience et ensuite par le changement des comportements individuels.

C'est un appel enfin à innover, à repenser nos modes de vie, de société mais aussi nos technologies. Comment comprendre que l'investissement public aujourd'hui ne soit pas essentiellement dévolu à la transition environnementale, aux économies d'énergies, aux énergies renouvelables et à la sécurité alimentaire ?

Cet après-midi nous marcherons pour le climat. Demain, méditons cette pensée d'Alain qui s'étonnait que les hommes préfèrent parfois donner de leur vie plutôt que de leur argent... et agissons avec détermination.

L'autre urgence est cruciale. C'est celle de l'Europe.

Oui l'Europe est en danger. Oui partout les nationalismes ressurent déguisés en populisme. Oui le scrutin du 26 mai prochain sera très important.

L'Europe, nous l'avons promise protectrice. Un espace unique de prospérité et de sécurité.

Elle est un marché commun où règne la concurrence fiscale, sociale, agricole... Elle est une addition d'Etats qui ont perdu en souveraineté, sans pour autant créer une Europe souveraine.

Immigration, bras de fer commercial avec le États Unis, impératif écologique et de santé publique, lutte contre le terrorisme... à ces urgences absolues la réponse est toujours la même: compromis boiteux plutôt que positionnements courageux.

Cette Europe-là, nos concitoyens la rejettent. Comment les en blâmer?

Alors que notre continent pourrait être la première puissance mondiale, il se perd en incohérences et concurrences.

Le PRG est un parti fédéraliste. Il le reste. Le mot n'est plus de mode. Peu importe.

Pour nous, une Europe fédérale, c'est une Europe capable de s'unir vraiment dans l'intérêt des peuples. Une Europe capable de peser, d'assurer des politiques cohérentes face aux désordres et menaces du monde. C'est une Europe qui tend vers une équité fiscale, sociale, environnementale. C'est une Europe qui admet que les traités d'aujourd'hui ont échoués, que les carcans budgétaires doivent être assouplis et rediscutés à l'aune de la réalité.

Malheureusement, l'élection européenne qui se profile prend la tournure d'un mauvais référendum pour ou contre l'Europe.

Une liste, celle de la majorité Présidentielle se veut porteuse des européens dans un océan de dangers.

Nous réfutons cette approche.

Si cette liste est celle d'européens convaincus, elle se dessine d'abord comme celle des européistes. Celle des banques, agences européennes et rustines technocratiques. Celle qui éloigne et disperse encore la décision et donc la démocratie. Une liste dont Jean-Claude JUNKER n'osait pas rêver !

Cette liste porte une vision d'abord et avant tout libérale. Une alliance des libéraux dans une Europe libérale qui viendra ajouter du sable au désert et promettre du progressisme sans progrès.

A l'inverse, nous pensons que le devenir de l'Europe mérite une révolution politique et démocratique de l'Union européenne.

C'est dans cet esprit que, ce matin, vous m'avez mandaté pour nouer tous les contacts afin le PRG puisse faire entendre son message européen, le faire en accord avec ses valeurs, le faire en conservant son indépendance.

Cher(e)s ami(e)s,

Dans ces temps inédits, notre devoir est de continuer sans relâche à défendre les valeurs du radicalisme de gauche. De le faire avec la volonté de nous ouvrir, de nous transformer mais de ne jamais nous renier. Nous nous le devons comme nous le devons aux électeurs dont nous sollicitons la confiance.

Je mesure l'ampleur de la tâche. Je mesure aussi les illustres dirigeants du parti qui m'ont précédé. Je veux avoir une pensée affectueuse pour Jean-Michel BAYLET qui aura emmené notre parti très haut et très fort.

Jusqu'à notre congrès, avec détermination et modestie je vous promets de mettre toute ma force et mon énergie pour donner au PRG une nouvelle chance. Je le ferai avec tous.

Mes amis, au travail ! La République a besoin de ses hussards !

Vive le PRG, Vive la République, Vive la France, Vive l'Europe !